

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Gard-Centraco-toujours-pas-d>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Gard Centraco : toujours pas d'incinération**

14 janvier 2012

Gard Centraco : toujours pas d'incinération

Fin octobre, Centraco déclarait avoir plusieurs mois de stockage. (M. A.)

Depuis le dramatique accident industriel du 12 septembre 2011 survenu au Centre nucléaire de traitement des déchets faiblement radioactifs (Centraco), à proximité de Marcoule, que deviennent les déchets ? Sont-ils toujours acheminés à Codolet dans le Gard, site unique en France à les traiter, ou les clients - les centrales nucléaires - sont-ils contraints de les stocker ?

Le Canard enchaîné lance cette semaine (11 janvier) le débat dans ses colonnes, annonçant "que dans toutes les centrales de France, les déchets s'entassent au lieu d'être envoyés à Marcoule..." Contactée hier, la direction a expliqué ne pas vouloir "rentrer dans la polémique". Roland Vierende, le directeur en charge de l'innovation et le porte-parole de la Socodei, confie "avoir beaucoup de difficultés à donner des perspectives aujourd'hui".

"L'incinérateur est fin prêt à redémarrer"

Roland Vierende, porte-parole de la Socodei

Le 28 octobre 2011, quarante-six jours après l'explosion dans l'unité de fonderie qui avait coûté la vie à un employé et blessant quatre autres personnes dont un très gravement, Roland Vierende répondait déjà aux sollicitations de Midi Libre pour évoquer l'activité de l'entreprise à court, moyen et long terme.

"Nous disposons d'un cahier des charges des contrats d'approvisionnement des déchets à long terme. Donc, à ce jour, on connaît les besoins. Et nous avons des capacités d'entreposage sur le site de plusieurs semaines, voire plusieurs mois", déclarait-il à l'époque.

Deux mois et demi après cet entretien, où en est-on réellement ? L'unité de fonderie est encore "sous scellés", les enquêtes de la justice, de l'Autorité de sûreté nucléaire et de l'inspection du travail étant toujours en cours. L'unité d'incinération, elle, "a subi son arrêt technique pour maintenance, de septembre à fin décembre. L'incinérateur est fin prêt à redémarrer. Mais nous sommes en attente de l'autorisation de l'Autorité de sûreté nucléaire. C'est pour cela que je ne souhaite pas m'exprimer, car ce que je vous dirai aujourd'hui ne sera peut-être plus valable demain".

Les centrales nucléaires françaises sont-elles, selon lui, saturées aujourd'hui de déchets faiblement radioactifs ? Si la direction ne confirme pas, elle ne dément pas non plus. Et préfère s'en remettre au

gendarme du nucléaire.